

Transcription de l'interview de Bronislaw Geremek (Bruxelles, 11 juin 2008)

Légende: Transcription de l'interview de Bronislaw Geremek (1932-2008), historien et homme politique polonais, ancien membre du mouvement social Solidarnosc et ancien ministre des Affaires étrangères, réalisée par le Centre Virtuel de la Connaissance sur l'Europe (CVCE) le 11 juin 2008 dans les studios du Conseil de l'Union européenne à Bruxelles. Conduit par Serge Thines, collaborateur scientifique au CVCE, l'entretien porte particulièrement sur les sujets suivants: sa jeunesse et sa formation, la naissance et l'action de Solidarnosc et la transition pacifique en Pologne, l'adhésion de la Pologne à l'Union européenne et la question de la limite et de l'identité de l'Union européenne.

Source: Interview de Bronislaw Geremek / BRONISLAW GEREMEK, Serge Thines.- Bruxelles: CVCE [Prod.], 11.06.2008. CVCE, Sanem. - VIDEO (01:13:25, Couleur, Son original).

Copyright: Transcription CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/transcription_de_l_interview_de_bronislaw_geremek_bruelles_11_juin_2008-fr-86464da3-d64b-4a1b-a096-4fc46f559be2.html



Date de dernière mise à jour: 04/07/2016

Transcription de l'interview de Bronisław Geremek (Bruxelles, 11 juin 2008)

Table des matières

I. Jeunesse et formation.....	1
II. La naissance et l'action de Solidarność et la transition pacifique en Pologne.....	2
III. L'adhésion de la Pologne à l'Union européenne	6
IV. L'Union européenne: limites et identité.....	10

I. Jeunesse et formation

[**Serge Thines**] Professeur Geremek, bonjour et merci beaucoup de bien avoir voulu nous accorder cette interview ce 11 juin 2008. Nous nous trouvons aujourd'hui dans les studios du Conseil à Bruxelles, et ensemble nous allons retracer votre long et prestigieux parcours européen. C'est à l'université que vous avez découvert la littérature marxiste et que vous avez décidé d'adhérer au Parti ouvrier unifié polonais en 1950. Pourquoi avoir embrassé le courant communiste au début des années 50?

[**Bronisław Geremek**] Voyez-vous, avec votre question, vous me rappelez ce qui est de ma jeunesse. Mais on dit aussi que l'homme est formé surtout par son enfance. Ce qui m'a défini pour ma vie, c'est le fait que j'étais l'enfant de la guerre. L'enfant de la guerre, c'est-à-dire que j'ai vécu les débuts de la Deuxième Guerre mondiale avec conscience. Je me rappelle, enfant que j'étais, que je suis allé à une manifestation pour saluer l'entrée de la France dans la guerre, à côté de la Pologne. Et puis c'était les années de la guerre qui m'ont marqué et que je n'oublierai jamais, et en particulier mon séjour au ghetto de Varsovie. C'est ce qui m'a formé. Et si je pense ensuite à mes engagements, je crois qu'ils étaient définis par mon enfance. Je cherchais un engagement du côté des faibles, je pensais qu'il fallait faire quelque chose pour changer le monde. Et j'avais l'illusion que ce parti du changement du monde, c'était celui qui avait le pouvoir en Pologne. J'ai pris sa connaissance plutôt de façon littéraire, chose amusante, par le seul journal en français qui m'était accessible en Pologne, qui était le journal *Lettres françaises*, journal littéraire du Parti communiste. Mais c'est ainsi que j'ai fait la connaissance de ce mouvement. Je n'avais pas d'ambition politique, même plus, je n'aimais pas beaucoup l'actuel. Quand je suis entré à l'université, j'ai choisi la faculté d'histoire, c'est-à-dire je voulais étudier le passé, mais je pensais au passé du XX^e siècle, et je pensais que le XX^e siècle avec ses drames est un domaine privilégié. Et c'est là que je me suis trouvé en face d'un engagement doctrinaire de certains de mes maîtres, quand on m'a demandé de préparer une présentation des débuts de l'Internationale. La première Internationale s'est formée par Marx et Engels. Je l'ai faite et mon professeur m'a dit que je n'éprouvais pas assez d'estime pour les grands fondateurs de l'idéologie marxiste-léniniste. J'ai compris que dans ce domaine, on étouffe. Et je suis allé donc vers le Moyen Âge. Le Moyen Âge était mon second choix, mais c'est un choix où je me suis retrouvé en tant qu'historien, en tant qu'homme. En 1956, je suis venu pour la première fois dans un pays d'occident, invité par mes cousins que j'avais en France, pour continuer mes études et faire des recherches dans les archives. Ensuite, j'ai obtenu une bourse de la sixième section de l'école pratique des Hautes études à la Sorbonne et j'ai préparé ma thèse de

doctorat. Donc mes premières approches étaient des approches qui ne concernaient que le milieu universitaire. Mais en même temps, je regardais Paris, ville des Lumières, Paris, ville de mes rêves littéraires. J'ai connu la France par le biais de la littérature. J'essayais d'apprendre le français aussi, mais je l'ai appris d'une certaine façon. C'est-à-dire je comprenais très bien la langue, je m'en servais avec même une certaine aisance, seulement c'était une langue de roman du XIX^e siècle, de la littérature française du XIX^e siècle. Tandis que quand je me trouvais en face de l'argot parisien par exemple, j'étais désarmé. Donc mes premières rencontres, c'étaient des rencontres avec les archives, avec le passé, avec le milieu universitaire. Et ensuite, j'ai eu un poste universitaire, j'étais maître assistant à l'Université de Paris, à la Sorbonne. J'enseignais un peu, j'étais un jeune enseignant de l'histoire de la Pologne et, en même temps, je poursuivais mes recherches sur ma thèse de doctorat.

[**Serge Thines**] Dans le cadre de votre formation d'historien, vous avez passé à plusieurs reprises des séjours en France, notamment en 1956, 1957 et 1962. Quel regard portiez-vous à cette époque sur l'Europe occidentale et sur les débuts de la construction européenne?[**Bronisław Geremek**] Voyez, en 1956, j'étais au moment du changement historique en Pologne, où Gomułka, représentant d'un courant qu'on n'appelle plus polonais ou plus national dans le parti gouvernant, a pris le pouvoir. Ensuite quand j'étais déjà à Varsovie, c'était la révolution hongroise. L'expression du refus violent du régime communiste. Et le traité de Rome, c'est en fait qu'il ne s'inscrivait pas dans ma trame d'expériences, dans ma trame d'histoires vécues. Ce n'est qu'ensuite que j'ai fait la jonction entre le traité de Rome et puis aussi la révolution hongroise. L'entrée de l'Armée rouge à Budapest a été un des stimulants, je l'ai appris par mes recherches suivantes dans les archives européennes. C'était un peu fait sous l'influence du danger. L'entrée de l'Armée rouge rappelait que la paix n'est pas assurée quand il y a des régimes non démocratiques sur le sol européen. Donc l'intégration européenne était bien lointaine de mes préoccupations.

II. La naissance et l'action de *Solidarność* et la transition pacifique en Pologne

[**Serge Thines**] En 1965, vous rejoignez le courant révisionniste du Parti communiste polonais. Après les événements de 1968, vous vous opposez activement au régime communiste polonais. Vous faites partie de l'université volante, et vous contribuez au bon fonctionnement du KOR, c'est-à-dire l'organe qui coordonne depuis 1976 l'aide aux ouvriers poursuivis devant les tribunaux. Le mouvement social contestataire «Solidarité» naît en 1980 autour des événements des chantiers navals de Gdansk. Pouvez-vous nous donner un aperçu de la situation sociopolitique en Pologne au début des années 80 et pouvez-vous nous raconter comment vous avez rejoint le mouvement «Solidarité»?

[**Bronisław Geremek**] Il semble qu'il est bon de voir les événements polonais et l'évolution polonaise dans le cadre de l'évolution de la situation dans le bloc de l'Est, dans les pays du Pacte de Varsovie. Je vous ai dit que la révolution hongroise était l'expression du rejet du régime. Et on pourrait, en pensant à la place que ces pays de l'Est réclament dans la mémoire commune de l'Europe, avoir cette trame-là: 1956 - révolution hongroise, rejet violent du régime communiste, puis 1968 - les événements étudiants dans les universités polonaises, mais surtout le printemps de Prague. En 68, après ce refus violent qui était noyé dans le sang, on cherchait à donner un visage humain au régime communiste. C'est-à-dire ce que l'on appelait le socialisme à visage humain était un essai de réformer le communisme, de réviser l'idéologie du pouvoir. Tous les différents courants révisionnistes pensaient améliorer, pour ainsi dire, le régime. Les armées du Pacte de Varsovie entrant sur le territoire tchèque – la Tchécoslovaquie – ont en fait tué cet espoir qu'on peut réformer, qu'on peut améliorer ce système. Je crois que c'était donc dans nos expériences une sorte d'accumulation, où l'on n'a pu, on n'a pas essayé de répéter une révolution à la hongroise. Mais

après 68, il serait ridicule même de penser qu'on puisse à l'intérieur du parti communiste faire quoi que ce soit ou réviser l'idéologie, réviser la doctrine du système. Depuis les années 60, une de nos nourritures spirituelles quotidiennes était les *samizdats*. Qu'est-ce que c'est, les *samizdats*? C'étaient des pages tapées à la machine, apportées par des gens qui pouvaient aller en Union soviétique et revenir en Pologne et qui étaient le cri de misère, de désespoir des jeunes russes, des intellectuels russes, de l'intelligentsia russe, et pour nous, c'était extrêmement important de savoir que c'était une cause commune. Et puis nous avons essayé de suivre ce qui se passait en Tchécoslovaquie en espérant que ça aurait aussi des conséquences sur les autres pays. L'armée polonaise a participé à l'intervention contre le Printemps de Prague. C'était une des raisons pour exprimer aussi mon propre désaccord, désaccord de beaucoup parmi mes amis, mais j'ai quitté le parti à cette époque. On a essayé de faire un procès en m'accusant, puisqu'[étant] officier de réserve, tous les étudiants étaient obligés à un service militaire pendant les études. Et on devenait l'officier de réserve – officier de réserve –, paraît-il que j'ai fait un acte de trahison. On demandait à la cour martiale de juger mon cas. Finalement, ce côté du ridicule en face des événements qui se sont passés, quand même, a fait réfléchir. Après 68, nous avons essayé de nous organiser et en Pologne, il y a toute une série d'événements qui s'enchaînent en fait. Il y a d'abord après 56 – il y a 1956, la prise du pouvoir par Gomułka que j'ai mentionnée –, il y avait un essai, un journal étudiant qui était un journal libre, sans censure. Et autour de ce journal se formait un mouvement de jeunes ayant l'espoir de faire quelque chose, d'influencer le régime. Dans ces années-là, les ouvriers ne bougeaient pas. Quand il y avait la persécution contre l'université polonaise, quand on a fait le nettoyage dans l'université polonaise de tous les professeurs qu'on considérait comme sionistes ou juifs ou qu'on considérait comme révisionnistes, les sciences sociales polonaises se sont appauvries d'un énorme nombre de très grands savants dans ce domaine. L'université était attaquée, les ouvriers n'ont pas bougé en 68. Donc en 1970, il y a des grandes grèves sur la côte baltique à Gdansk et à Szczecin, les étudiants n'ont pas bougé non plus, les jeunes n'ont pas bougé, l'intelligentsia n'a pas bougé du tout. Ce n'est qu'en 1976 que la réaction est différente, en face de la répression contre les ouvriers de Radom, Ursus – ce sont des grands centres industriels de Pologne à quelque trente et cent kilomètres de Varsovie. En face de la répression contre les ouvriers s'est formé un comité d'intellectuels et d'étudiants, un comité de la défense des ouvriers, qui a été l'élément du changement. On peut dire que l'unité de la société s'est faite par ces gens de contact. Et c'est 1980 qui a changé complètement la situation, après cette révolution de 56, après cette merveilleuse révolution pacifique qui était Prague de 68, avec un essai de changer le régime de l'intérieur. En 1980, les Polonais cherchent à, je dirais, isoler le régime, le faire partir de la vie quotidienne des gens et à affirmer l'autonomie d'un mouvement ouvrier, d'un mouvement syndical. Mais cette fois-ci, pendant les grèves à Gdansk, les paysans sont venus pour aider les ouvriers en apportant les vivres et ne demandant pas d'être payés. Les intellectuels sont venus pour aider les ouvriers. Vous me posez la question comment je me suis engagé moi-même? Nous avons eu dans les années 70 une université clandestine. Cette université clandestine, on l'appelait l'université volante, parce qu'elle volait d'un appartement à l'autre en fuyant la police. Mais le nom était traditionnel, puisque déjà au XIX^e siècle sous l'occupation russe, l'université polonaise s'appelait l'université volante, justement pour la même raison. Et alors, au nom de cette société – l'association de l'université, dans laquelle surtout les représentants des sciences sociales, de la réflexion, la philosophie, de l'histoire venaient participer –, je suis allé, ensemble avec mon collègue et ami, futur Premier ministre de Pologne, Tadeusz Mazowiecki, à l'époque [un membre du club] des intellectuels catholiques des plus importants, nous sommes allés à Gdansk pendant la grève en étant porteurs d'une lettre des intellectuels de Varsovie et de Cracovie. Cette lettre, nous avons aussi [...], comme les signataires l'ont demandé au pouvoir, au comité central du parti communiste. Une heure après avoir déposé cette lettre, j'ai été arrêté par la police – longue perquisition à la maison – et j'ai été libéré. Deux jours plus tard, nous avons décidé d'aller à Gdansk porter la lettre aux ouvriers. Et nous avons quitté Varsovie comme une ville en état de siège, la police partout, les unités de l'armée au bord des routes. Et nous sommes arrivés, mon ami Mazowiecki et moi, à Gdansk, dans une ville libre. On ne voyait pas de police, la seule ville polonaise où la police ne se voyait pas. Autre chose peut-être aussi importante, c'est qu'il n'y avait

pas, dans les rues d'une ville portuaire le soir, pas de gens soûls. C'était aussi l'exceptionnalité du moment. Eh bien, nous sommes arrivés, nous avons vu les présidents du comité de la grève et le chef du mouvement ouvrier de Gdansk, Lech Wałęsa. Il nous a remercié de la lettre et il nous a posé la question inattendue: «Est-ce que vous pouvez nous aider? Parce que nous savons ce que nous voulons, mais nous avons la peur, la crainte que de l'autre côté, les autres, nos interlocuteurs possibles, puissent nous rouler. Est-ce que vous pouvez nous aider à ne pas nous faire rouler?» C'est comme ça que nous avons formé une commission d'experts auprès du comité de la grève, composée d'historiens, d'économistes, d'hommes politiques. Cette commission était composée de cinq personnes. C'est ainsi qu'a commencé mon aventure personnelle avec le mouvement *Solidarność*, mon engagement direct avec la vie politique, mais aussi c'est ainsi qu'a commencé le plus grand mouvement de résistance dans l'Europe orientale de toute son histoire.

[**Serge Thines**] Et notamment ce mouvement «Solidarité», est-ce qu'il a entretenu des relations avec votre réseau d'opposition de l'Europe de l'Est, par exemple avec la Charte 77?

[**Bronisław Geremek**] Nous avons eu des rapports très serrés dans les années 70. Dans les années 70, il y avait des rencontres de mes amis du comité KOR, du comité de la défense des ouvriers avec la Charte. De notre côté, c'était Jacek Kuroń, c'était Adam Michnik. De l'autre côté, c'était Václav Havel, Jiří Dienstbier. Mais au moment de *Solidarność*, de ce grand mouvement de solidarité, la situation était différente. Pendant la grève, il n'y avait pas de contacts avec les autres pays de l'Est. Mais tout de suite après, nous nous sommes affirmés non pas comme un mouvement d'opposition mais comme un très grand syndicat ouvrier fort de dix millions de membres. De l'autre côté, il n'y avait, comme chez nous avant *Solidarność*, que des petits groupes de résistants. Ce qui est important, et je le sais, je le vois avec la perspective comme nous parlons maintenant, c'est qu'à cette époque, quand la grève durait, il ne faut pas oublier que ce n'était pas une grève normale, c'était une grève où la flotte soviétique était à quelques *miles*, à quelques kilomètres du chantier naval Lénine. La ville, je vous ai dit, la ville de Gdansk était libre, mais le pays était aux mains de la police. Et puis la persécution était forte, la situation était dramatique, personne ne pouvait savoir s'il n'allait pas y avoir de réponse militaire immédiate. Et là, il nous arrive une lettre de Roumanie, de quelqu'un qui se dit ouvrier roumain. Et il dit: «Je suis fier de voir que mes camarades polonais savent comment il faut se battre pour la liberté.» La lettre était émouvante, on l'a lue devant les ouvriers de *Solidarność*. Mais ce que nous n'avons pas su à cette époque-là, c'est que cet ouvrier roumain a été, après la lecture publique chez nous, arrêté en Roumanie. Condamné à sept ou huit ans de prison qu'il a faits. Nous l'avons retrouvé seulement il y a un an, presque par hasard. Les historiens sont parfois désarmés en face de ce qui se fait dans la réalité, même quand il n'y a pas d'archives, il y a toujours ce genre d'événements surprise, d'un fait de surprise qui fait penser à l'image qui, autrement, à la lumière des documents, serait beaucoup moins dynamique qu'elle ne l'était. Mais aussi il faut voir le destin dramatique d'un homme qui a payé presque de sa vie, puisqu'ensuite il n'a pas obtenu de travail, il est allé à la retraite. Et que s'il n'y avait pas ce hasard de retrouvailles, on ne le saurait pas. Il y avait donc des actes de solidarité. Ensuite, en Europe de l'Est, aussi bien en Russie, en Union soviétique que dans les pays de l'Europe centrale, on avait le sentiment que c'était un mouvement – ce mouvement polonais – qui dépassait l'imagination par le nombre d'adhérents, par sa force, par la façon publique d'exister, que d'une certaine façon, ce mouvement polonais représentait aussi les aspirations de tous les autres pays. Mais les délégations qui venaient à l'époque, c'était des délégations surtout des pays occidentaux, des syndicats de l'Europe et d'Asie, et en particulier du Japon, des syndicats américains. Nous avons eu le sentiment que la CFDT, le grand syndicat français qui était présent depuis, par hasard, le moment de la grève à Gdansk et qui a été présent ensuite dans l'histoire de ce syndicat, était pour nous justement la représentation de l'Occident. Mais le 13 décembre 1981, la loi martiale était imposée par le général Jaruzelski et son équipe.

[**Serge Thines**] J'aimerais maintenant parler de la table ronde et de la transition pacifique en

Pologne. D'abord, pouvez-vous nous dire comment cette table ronde a vu le jour? Ensuite, quels ont été les objectifs respectifs de solidarité et du gouvernement Jaruzelski lors des négociations, et enfin quel a été votre rôle pendant ces négociations?

[**Bronisław Geremek**] L'introduction de la loi martiale, c'était un acte pour tuer les espérances polonaises. On dit parfois [que] les défenseurs de cette décision [l'ont fait] pour éviter le pire, c'est-à-dire l'entrée de l'armée rouge. Je ne le pense pas. L'entrée de l'armée rouge à ce moment-là, après tous les déboires de l'armée soviétique en Afghanistan, cette intervention n'était pas possible. On pouvait penser au début, après la loi martiale, qu'ils allaient réussir. Parce que l'armée est entrée, l'armée a pris le pouvoir. Il y avait dans chaque entreprise le commissaire de l'armée, le couvre-feu imposé, dix mille des dirigeants de «Solidarité» en prison. On pouvait penser que le mouvement était étouffé. Il ne l'était pas. Ce qui était la surprise de l'autre côté, du côté de ceux qui gouvernaient notre pays, c'est qu'on ne pouvait pas étouffer ce mouvement. Qu'il existait clandestinement, qu'il a pendant des années créé des structures, il a créé la presse clandestine. Il y avait par exemple une publication en principe quotidienne qui s'appelait *L'ouvrier*, qui était tirée à cent mille exemplaires. Cent mille exemplaires, ça veut dire aussi des réseaux de distribution immenses et ensuite des réseaux de lecture beaucoup plus importants que le nombre de copies. Ainsi le gouvernement, le Parti communiste et aussi l'armée, c'est-à-dire ce que nous appelions la junte militaire, ont compris qu'il était impossible de gouverner le pays. Ou bien il fallait introduire une répression sanglante et c'était à l'époque où Gorbatchev promettait la *Perestroïka* et *Glasnost*, ou bien il fallait entrer en négociation. Le pouvoir a essayé d'abord d'entrer en négociation avec l'Église. Il traitait l'Église comme le partenaire politique. L'Église catholique polonaise l'a refusé, en disant que le seul partenaire représentant la société, c'était *Solidarność*. Finalement, encore en 1988, il y avait le mécontentement social ouvrier et d'autres couches de la société grandissant. Une grande grève à Gdansk qui était étouffée et qui n'avait pas de soutien dans le pays tout entier. En face d'une telle situation, le gouvernement postmilitaire, puisque cette fois-ci c'était après l'état de guerre, après la loi martiale, c'était déjà le gouvernement à la tête duquel il y avait les généraux, il y avait le chef de l'armée. Ils ont compris qu'ils devaient chercher une situation négociable. Nous l'avons proposée dès le début de 1989. Nous avons proposé ce pacte anticrise, nous disions: «Nous les clandestins.» Puisque à cette époque, moi j'étais privé de mon travail, j'ai été libéré après par l'Acte d'amnistie en 1987, nous avons proposé un pacte anticrise, en disant: «Puisque le pays se trouve en crise économique profonde, il y a le danger pour la vie et la survie de la nation, il faudrait, sans parler de la politique, introduire cette référence: «Luttons ensemble contre la crise». Et cet acte de bonne volonté n'a pas trouvé de réponse. À la fin de l'année 1988, après aussi une victoire spectaculaire dans un spectacle que le Parti communiste a organisé en pensée, Lech Wałęsa qui n'est pas un homme politique, qui n'est pas un homme instruit, quand il se trouvera devant les caméras de la télévision publique en face d'un grand dirigeant politique qui était le chef des syndicats officiels polonais, il sera – comme ils l'ont dit, nous avons retrouvé le document –, il sera écrasé. Eh bien, Lech Wałęsa en est sorti gagnant! Et après cet entretien entre les deux représentants – l'un ouvrier, l'autre l'homme de l'appareil, l'un représentant la Pologne et qui avait aussi la bonne idée, quand il s'est présenté à la télévision, de dire: «Bonjour Mesdames et Messieurs», ce qui était un geste humain et un accent humain inattendu –, eh bien, après cela, le gouvernement a compris qu'il fallait entrer en négociations. C'est ainsi que l'idée que nous avons formulée de négociation était reprise, la table ronde, c'était la proposition du gouvernement. Nous avons pensé que c'était une table qui ne pouvait pas être ronde puisqu'il y avait deux côtés et deux partis en face. D'une part, il y avait le gouvernement et le gouvernement militaire et de l'autre côté, il y avait un mouvement qui pouvait se réclamer la représentativité pour la société. Pendant les négociations de 1980, quand on préparait les accords de Gdansk, j'ai rédigé avec mes amis tous les textes que les ouvriers proposaient. Cette fois-ci, nous avons été une équipe, ensemble avec Tadeusz Mazowiecki, nous avons proposé les thèmes des négociations. Nous avons pensé que la négociation la plus difficile et la plus importante serait une négociation sur la légalisation du *Solidarność*. Finalement, le gouvernement du général Jaruzelski a compris que c'était une condition nécessaire. Il a donné son accord pour la légalisation

et c'est ainsi que nous avons commencé les pourparlers politiques concernant l'évolution politique du pays possible. Et de notre côté, nous avons mis l'accent sur la liberté des médias et la liberté d'association. Ensuite, c'est le gouvernement qui a posé le problème des élections, en déclarant qu'il pouvait donner la possibilité d'élections libres à seulement 33 % du Parlement. Donc, ce n'étaient pas des élections libres. On peut dire qu'ils nous ont même proposé de nous passer des élections, mais simplement de nommer. Nous avons demandé à avoir les élections. Ils se sont présentés même pour les 33 % qu'ils ont proposé de nous donner, mais ils n'ont obtenu aucun siège dans le Parlement pour ces 33. Et dans le reste des sièges, il y avait des trahisons, les partis qui étaient des partis associés du Parti communiste ont rompu avec lui. Voilà 1989. Le 4 juin 1989, ce fut un moment crucial pour l'histoire de l'Europe, pas seulement de la Pologne. Pour la première fois, il y a eu une représentation de la société qui a pu décider sur l'avenir politique de son pays.

[**Serge Thines**] Dans plusieurs interviews, vous avez dit que la transition démocratique de l'Espagne était considérée en 1989 comme un modèle de transition pacifique pour la Pologne. Pouvez-vous nous en parler un peu plus?

[**Bronislaw Geremek**] C'est un sujet sur lequel on pourrait beaucoup dire. Je vous dirais que de façon personnelle, j'ai parlé avec un Haut représentant de l'Église polonaise, en disant que notre rêve – et c'était avant la table ronde en 1986 ou 1987 –, en disant que nous avons besoin de quelqu'un qui pourrait, comme Juan Carlos, assurer la stabilité dans la transition, la stabilité dans la transformation. Et ne pas permettre qu'il y ait d'effusions de sang. Nous avons besoin d'un Juan Carlos. Et en réponse, j'ai entendu: «Mais l'Église polonaise peut jouer ce rôle-là.» Et en fait, elle l'a joué pendant ces années 80, d'abord par la voix de Jean-Paul II, du pape polonais qui, lors de sa première visite dans son pays natal, a dit: «N'ayez pas peur!» C'était une phrase absolument capitale pour l'évolution de la situation dans les années 80. Et ensuite, nous avons pensé que l'exemple espagnol est un exemple, peut-être le seul exemple, d'une révolution pacifique sur le sol européen. L'idée est vieille, du XVIII^e siècle, les auteurs italiens parlaient de la *revoluzione pacifica*. Eh bien, là c'était une révolution pacifique, et qui était une révolution sans effusion de sang. L'exemple espagnol a en cela, dans cette idée qu'on peut changer profondément, qu'on peut faire partir un pouvoir dictatorial sans utiliser en fait les moyens révolutionnaires. C'était pour nous un exemple incitant, mais tout le reste était différent. Quand même, l'Espagne et la Pologne de 1980, comme aussi la Tchécoslovaquie, Hongrie et Roumanie, c'étaient des situations tout à fait différentes. Nous avons quand même, en Pologne en particulier, nous avons réussi cette transformation, cette transition pacifique, sans violence.

III. L'adhésion de la Pologne à l'Union européenne

[**Serge Thines**] Comment avez-vous vécu l'adhésion de la Pologne à l'Union européenne le 1^{er} mai 2004? Et quelles impressions gardez-vous de cette journée historique?

[**Bronislaw Geremek**] J'ai eu le privilège, d'abord comme parlementaire polonais après les élections de 1989, président de la Commission des Affaires étrangères, des Affaires constitutionnelles au Parlement polonais, ensuite comme ministre des Affaires étrangères, d'être engagé dans les négociations sur l'association d'abord et ensuite sur l'entrée de la Pologne. Nous avons introduit dans le texte du traité sur l'association une phrase qui était très importante pour nous. Nous avons exprimé notre désir d'adhérer à l'Union européenne. Et la Commission européenne pouvait à cette époque dire seulement que la Commission en prenait acte. Mais la réponse n'est pas arrivée à l'époque. 1990-1991, c'était une période où l'Union européenne n'avait pas encore élaboré une doctrine de l'élargissement. Ensuite les négociations ont commencé. Et en 1999, comme ministre des Affaires étrangères de mon pays, dans l'immeuble où nous parlons à

présent, je commençais les négociations officielles sur l'adhésion de la Pologne à l'Union européenne. Et me voilà le 1^{er} mai 2004 sur l'une des grandes places de Varsovie, la place Konstytucji, au moment où à minuit, avec des milliers d'autres personnes, on hissait au mât de la place le drapeau européen à côté du drapeau national polonais. J'étais avec tous ceux qui étaient émus, émus jusqu'aux larmes. Parce que c'était un moment symbolique de notre retour dans la communauté des peuples, où la Pologne devait trouver sa place. Robert Schuman, le père fondateur l'avait dit qu'on devait faire une place pour ces autres pays qui ne pouvaient disposer de leur sort. Le moment était venu. Et si je peux donc reculer, me regarder moi-même, [cette place] je vais vous dire que j'ai le sentiment que cette émotion n'était pas partagée de l'autre côté. C'est-à-dire que c'était une émotion de ceux de l'Est, mais à l'Ouest, on ne pensait pas l'élargissement comme un acte véritable de la réunification de l'Europe. Puisque c'était le moment de la réunification, l'Est européen avait une histoire différente pendant des siècles. Il y avait une autre structure économique, il y avait une urbanisation beaucoup moins développée, les sociétés politiques moins développées. Ce n'est pas seulement «tout d'un coup il y a Yalta qui nous a poussés dans les bras de l'Union Soviétique». Il y avait de profondes racines historiques, et puis il y avait aussi l'injustice de la fin de la guerre. Il ne faut pas oublier que la Pologne a participé dans cette guerre, du bon côté. L'armée polonaise se battait sur tous les fronts de la Deuxième Guerre mondiale contre l'Allemagne nazie. Et la Pologne elle-même ne pouvait pas décider de son sort. Donc c'est en 2004 qu'il y a eu un acte de justice. Et aussi l'Europe pouvait se réunifier. Il faudrait penser que ça pourrait être un moment de joie partagée, cette joie de réunification. Le fait qu'elle ait été absente me semble avoir une influence, d'une part exprimer une certaine faiblesse de la Communauté européenne, et de l'autre côté, exprimer la faiblesse de l'évolution successive. L'Union européenne est la plus grande réussite du XX^e siècle. Dans le bilan de la première moitié du XX^e siècle, on ne voit que l'idée européenne, dans la deuxième moitié, cette idée est réalisée d'une merveilleuse façon. Mais c'est à ce moment-là, en 2004, au moment de ce grand élargissement que l'Europe se posait la question sur son identité, sur les valeurs qui faisaient son unité et aussi sur la dimension politique. Comment créer la dimension politique. Et puis, puisqu'on n'est pas arrivé à s'adresser aux émotions des Européens de l'Ouest, la réponse venait à travers du danger du plombier polonais qui pouvait prendre le travail aux ouvriers français. Il y avait le sentiment que ça allait créer des problèmes, que ce gâteau, qui est le gâteau commun, allait être maintenant divisé en des parts plus petites. Le réflexe de l'égoïsme dont il ne faut pas charger les sociétés européennes, parce qu'elles étaient mal informées. Quand je me rappelle les réactions des sociétés européennes à l'égard de *Solidarność*, quand je me rappelle le badge de *Solidarność*, qui était l'expression de la solidarité avec le mouvement «Solidarité», je voyais en cela ce sentiment et cette émotion de l'unité européenne. Je crois que les élites politiques n'ont pas réussi à faire des livres, à fournir ce message d'émotion, de satisfaction aux opinions publiques. Et en effet, je crois que ce qui était l'acte d'unification est arrivé à la conscience des Européens comme un acte d'élargissement qu'on a déplacé les frontières. On n'a pas saisi la dimension globale sentimentale, idéologique de ce moment. On n'a pas non plus compris que ce n'était pas seulement l'Ouest qui apportait quelque chose aux pays de l'Est, mais que les pays de l'Est eux aussi apportaient quelque chose.

[Serge Thines] Au début des années 1990, la Pologne a soutenu activement l'idée d'une coopération politique et économique en Europe centrale. C'est ainsi que le groupe de Visegrád et l'Accord de libre-échange centre-européen ont vu le jour. Avez-vous directement contribué à l'élaboration des deux projets?

[Bronisław Geremek] Bon, je ne veux pas parler de moi-même. Vous me posez la question, je vous réponds oui. Pourquoi j'ai lancé ou j'ai eu avec mes amis deux idées qui me semblent importantes dans l'histoire de ces années? D'abord, le Triangle de Weimar. Le Triangle de Weimar: la coopération privilégiée entre la France, l'Allemagne et la Pologne. Pourquoi cette coopération privilégiée? Il fallait que la réconciliation entre les Polonais et les Allemands se fasse. C'est le grand voisin, grand pays de l'Union européenne, l'histoire nous séparait. Et pour cela, il fallait avoir un

troisième partenaire. Celui que les Polonais considèrent comme un voisin sentimental, la France. Ainsi l'origine, c'était une pensée: «Bon, pour la réconciliation entre la Pologne et l'Allemagne, il fallait une dame de compagnie». La France faisait le rôle de cette dame de compagnie, mais c'était plus que cela. C'était un instrument politique intelligent, très important, flexible, qui pouvait être utilisé dans l'adaptation de deux côtés de l'Union européenne à l'élargissement et des pays de l'élargissement à l'égard de l'Union européenne sur l'exemple de la Pologne et sur l'exemple d'autres pays. Puis le deuxième instrument politique important, c'était le groupe de Visegrád. L'idée de ce groupe est née de l'amitié entre Václav Havel et son milieu et notre mouvement. Et une fois dans les deux pays le pouvoir libre établi, nous avons pensé à lancer l'idée de coopération entre les pays de destins communs, et nous avons pensé que les pays de destins communs, c'étaient la Tchécoslovaquie, la Hongrie, la Pologne. Donc un triangle de Weimar, un triangle de Visegrád. Mais en fait, quand à Visegrád la décision a pris une forme juridique, il y avait d'abord quatre pays déjà, puisque la Tchécoslovaquie n'existait plus, il y avait la République tchèque et la Slovaquie. Ensuite nous avons eu des problèmes avec la Slovaquie, sous le régime non démocratique d'un gouvernement qui ne correspondait pas aux standards européens et j'ai introduit comme principe dans nos réunions qu'il y avait trois partenaires et une chaise vide. La chaise vide est l'invention française concernant l'Union européenne. Elle était utilisée ici d'une autre façon. À quoi nous avons pensé, moi-même tout d'abord, mais aussi tous mes amis? Nous avons pensé à l'exemple et à l'expérience du Benelux. Nous avons pensé que cette coopération à l'origine de l'Union européenne jouait un énorme rôle. Parce que c'était trois pays de pas très grande taille avec des liens culturels évidents, avec une volonté de coopération. Nous avons voulu imiter cela. Et puis j'ai utilisé en parlant avec mes amis tchèques et hongrois l'exemple du Benelux en disant qu'à l'intérieur de l'Union européenne, une telle coopération pouvait survivre, pouvait continuer. On va voir comment, on va voir de quelle façon elle pourrait être utile. Et je crois que cette coopération n'a pas réalisé ses promesses. Le Triangle de Weimar, si. Ce Triangle de Visegrád, devenu groupe de Visegrád, existant toujours, ne joue pas encore ce rôle de coopération renforcée en fait dans le langage européen. Ça pourrait être une coopération renforcée entre quelques pays, quatre, cinq, six pays ayant un destin commun, ayant aussi certains intérêts communs. L'argument qui nous était présenté sur les difficultés d'une telle coopération concernait le fait que nos économies ne sont pas complémentaires l'une à l'égard de l'autre. Au contraire, elles sont plutôt en compétition. Dans le même domaine avec les Hongrois, nous avons des intérêts qui sont en contradiction. Parfois de même avec les Tchèques et les Slovaques. Mais je crois que malgré cela, cette coopération, qui a pris une forme de consultation directe et régulière, se fait aussi bien au niveau des ministères qu'au niveau local, au niveau des autorités régionales, que cette coopération peut encore jouer un rôle important à l'intérieur de l'Union européenne.

[Serge Thines] Avec l'adhésion de la Pologne à l'Union européenne, un nouveau chapitre s'ouvre dans votre longue et prestigieuse carrière politique. En juin 2004, vous êtes élu eurodéputé sous la casquette de l'alliance des démocrates et des libéraux pour l'Europe. J'aimerais donc vous poser deux questions à propos de la perception du Parlement européen par les citoyens de l'Union. Premièrement, comment le parlement européen est-il perçu par les citoyens d'Europe centrale et orientale? Et deuxièmement, d'après vous, le Parlement européen est-il capable de répondre au déficit démocratique de l'Union européenne?

[Bronisław Geremek] Je suis un nouveau dans le Parlement européen, mais quand même j'y suis depuis plus de trois ans. Et donc je n'arrive plus à avoir cet œil extérieur, ce regard extérieur. Mais d'abord, je l'avais. Et c'était un drôle de parlement pour moi, un parlement qui ne décide pas de la composition du gouvernement, un parlement qui ne décide pas des impôts. Quel parlement c'est? L'historien que je suis sait que ça a commencé avec les taxes. C'est autour des problèmes des taxes que la représentation s'est formée. Donc c'était un Parlement qui était un corps spécifique, qui ne correspondait pas aux réalités parlementaires. Mais, de plus en plus, j'étais passionné de voir comment ce Parlement s'habitue à un rôle tout à fait nouveau. Puisque le Parlement ne faisait que

parler en sachant très bien que la parole du Parlement européen ne devient pas la réalité dans les autres institutions européennes. Mais peu à peu, le Parlement s'est rendu compte qu'il peut avoir une influence sur la composition de la Commission européenne. Des moments de crises connus le prouvaient. Et puis, dans la législation, le Parlement prenait un rôle beaucoup plus important. Je crois que maintenant, le Parlement avec le nouveau traité – nous parlons au moment où le sort de ce nouveau traité se décide –, mais j'espère avec ce traité que le Parlement européen va jouer un rôle tout à fait nouveau. Un rôle important, ce sera une des institutions-clés de l'architecture européenne. Ce qui n'est pas le cas jusqu'à maintenant. Et alors en ayant conscience, donc, de cet immense rôle que le Parlement pourra jouer dans l'avenir, je voudrais formuler cette réflexion critique, qui est aussi autocritique puisque je suis membre de ce corps, qu'il faudrait que le Parlement retrouve les citoyens européens. Au moment des élections sénatoriales, on veut être élu, on se présente, on propose un programme et puis on cherche à séduire l'électeur. Eh bien, c'est aussi un moment où l'électeur fait confiance. Il fait un crédit de confiance. Qu'est-ce qu'on peut savoir d'un candidat qui se présente, même pendant une heure, lors d'une rencontre avec de futurs électeurs? Donc ce contrat de confiance devrait obliger maintenant le Parlement européen à se considérer comme le porteur de l'esprit européen. L'Union européenne s'est faite d'une façon pragmatique, elle s'est faite d'une façon pragmatique par la volonté des grands rêveurs de l'Union européenne. Jean Monnet, homme pragmatique, l'homme qui a su proposer la Communauté du charbon en 1943. On ne s'imagine pas l'expression dramatique de ce fait. 1943 – j'essaie de me rappeler moi-même gosse à l'époque, c'était le moment où l'on ne savait pas comment allait se terminer la guerre. Lui, il parlait, il pensait à la réconciliation entre la France et l'Allemagne. Deux ennemis – on ne savait lequel allait sortir vainqueur de cela. L'immense volonté, mais aussi l'espérance qui accompagnait l'œuvre européenne, devraient maintenant être retrouvées. J'aurais aimé que justement l'on ne considère pas l'Union européenne comme l'œuvre de chefs comptables. L'Union européenne doit faire une place aux poètes de la vie, aux philosophes, aux citoyens. C'est là où je vois le rôle du Parlement, je voudrais beaucoup que le Parlement européen maintenant, dans la situation où il se donne un rôle nouveau, où l'Union européenne aussi se donne une dimension nouvelle, que le parlement soit le lieu où l'on dise avec force: «Le citoyen européen n'a pas assez de place pour lui dans l'architecture européenne». La démocratie, ce n'est pas seulement les élections à faire, ce n'est pas seulement le fait que la majorité gouverne et pas la minorité. C'est aussi un lieu du débat, c'est aussi un lieu où l'on demande qui c'est qui veut prendre la parole, qui c'est qui veut dire quelque chose. Nous n'avons pas encore formé des structures de ce que Jürgen Habermas ou Jacques Derrida appelaient l'espace public. Eh bien, il faudrait que ce soit un espace public sur lequel nous n'aurons pas peur de poser la question au citoyen, d'attendre sa réponse. Je crois que ce qui nous manque maintenant, c'est d'abord une définition du citoyen européen, où il serait clair qu'on donne des droits nouveaux au citoyen de Pologne ou du Luxembourg. Mais nouveaux, parce qu'il devient citoyen européen, c'est-à-dire une nouvelle qualité. Il y a des droits nouveaux et des obligations nouvelles. Et deuxièmement, je voudrais beaucoup que ce soit la notion de citoyen européen, qu'elle soit comprise comme une réponse à la question pourquoi nous voulons vivre ensemble, nous les peuples différents avec des histoires différentes. Alors cette réponse-là passe par le problème de l'identité européenne, qui se réfère aux valeurs et à l'histoire, par l'idée de l'avenir commun, donc un projet commun. Et qui passe aussi par le sentiment d'attachement à l'esprit européen, qui est le génie de ce continent. Continent malheureux, continent qui a connu des guerres, des régimes totalitaires, qui était symbole même des guerres et qui semait la guerre dans le monde entier. Eh bien, sur ce continent, l'Union européenne comme institution de la paix et du pouvoir doux, c'est quand même un exemple pour le monde.

[**Serge Thines**] Depuis son adhésion, la Pologne compte parmi les grands États membres de l'Union européenne. Selon vous, quels sont le rôle et la place de la Pologne dans cette Europe à vingt-sept, voire à trente-cinq?

[**Bronisław Geremek**] Moi, je crois que la Pologne doit être un des membres entre vingt-sept et

trente-cinq membres de l'Union européenne, à pied d'égalité. C'est-à-dire que nous n'avons pas besoin de complexe d'infériorité, je crois que le développement dynamique d'un nouveau pays, surtout sur le plan économique mais aussi sur le plan de la gestion administrative, le prouve. Et donc qu'on accepte qu'on ait un pied d'égalité dans cette Communauté, qu'il n'y ait pas des égaux et des plus égaux. C'est ce qui correspond à notre rêve. Deuxièmement, nous voulons, nous les Polonais – je crois qu'on pourrait dire de même de tous ces nouveaux –, moi je voudrais dire des nouveaux et des anciens membres, cette distinction peu à peu va disparaître. Il faut que l'Union européenne soit efficace, qu'elle soit capable de former des politiques de solidarité. Solidarité en politique étrangère, solidarité à l'égard des pauvres du monde, solidarité en approvisionnement en énergie, gaz naturel ou pétrole, solidarité en face du danger et du changement climatique. Pour cela, il faut que ce soit une communauté, mais une communauté forte, ayant une dimension politique, ayant une politique étrangère commune, n'ayant plus de problèmes à répondre à la question de savoir quel est le numéro de téléphone de l'Union européenne. De donner tout de suite ce numéro de téléphone et que l'Union européenne puisse parler d'une seule voix. C'est ça le rêve des Polonais. Qu'est-ce que les Polonais peuvent faire à l'intérieur de l'Union européenne? Je ne pense pas que, du fait que nous sommes un pays plus grand que les autres pays entrés dans l'Union européenne, ça nous donne plus de pouvoir ou plus de place. Ça nous donne peut-être une tâche. Il faudrait que l'expérience des pays postcommunistes qui se joignent à l'Union européenne puisse devenir un facteur positif, c'est-à-dire qu'il n'apporte pas de phobies ou des hostilités ou de la haine contre les autres, même si on a souffert pendant notre histoire. Mais il faudrait que ce soit une expérience de la liberté, l'attachement à la liberté. Il n'y pas d'Europe sans liberté. Si l'Union européenne n'était pas l'œuvre de la liberté, elle n'existerait pas. Alors nous apportons cette expérience, la liberté n'est pas une chose, un oiseau qui s'envole, mais un élément de la réalité quotidienne de la vie publique. Et puis, nous apportons aussi l'esprit de l'ouverture vers l'Est. C'est important puisque l'Est se déplace, on dit «À l'est» – maintenant que la Pologne est à l'intérieur de l'Union européenne – eh bien, à l'est de la Pologne, il y a la Russie, la Biélorussie, l'Ukraine. Mais à l'est, il y a aussi l'Asie et l'Europe ne peut pas répondre par un silence à l'égard du mouvement profond maintenant qu'on voit dans les économies asiatiques mais aussi dans la vie publique de ces pays. Ainsi, je crois que notre entrée ouvre des perspectives sans créer des dangers nouveaux. Et peut-être dans la formation d'une politique de l'Est de l'Union européenne, d'une *Ostpolitik* européenne, dans la formation de cette politique, nos pays peuvent jouer un rôle important. Nous essayons de la réaliser dès maintenant, la proposition présentée par la Suède et la Pologne ensemble d'une politique de l'Est de l'Union européenne en est un exemple. Si par cet exemple, je peux répondre à votre question, ce sera que les nouveaux pays apportent une valeur ajoutée à l'Union européenne, non seulement profitent d'immenses acquis de l'Union européenne, mais aussi apportent une expérience, une volonté, l'éducation et l'attachement à l'innovation de l'esprit qui pourraient être utiles à l'Europe. Et alors, ce sera la joie de pouvoir penser que dans les récits sur l'Europe, dans le *European Narrative*, l'on puisse introduire cette lignée de luttes pour la liberté: révolution hongroise, Printemps de Prague et *Solidarność* polonaise, de faire partie en faisant partie notre mémoire commune, ce seront des facteurs affirmant l'identité et les sentiments de l'unité interne.

IV. L'Union européenne: limites et identité

[Serge Thines] Dans vos ouvrages d'historien, l'œuvre de Fernand Braudel, dont vous êtes d'une certaine façon le disciple, est bien présente. Braudel, dans son œuvre monumentale *Grammaire des civilisations*, dresse le portrait des civilisations du monde. Il y distingue notamment plusieurs civilisations, dont la civilisation européenne, la civilisation arabo-musulmane, la civilisation russe. La question de «l'Europe jusqu'où?» s'impose dès lors. Des pays comme l'Ukraine, la Russie ou bien la Turquie ont-ils vocation à adhérer à terme à l'Union européenne?

[**Bronislaw Geremek**] Je suis heureux que vous citiez le nom d'un grand maître de l'historiographie française et mon maître, Fernand Braudel, parce que dans son enseignement sur les civilisations, je trouve une pensée qui reste neuve. Quand il parle de la civilisation européenne, il dit qu'elle est composée de différents humanismes, humanisme catholique, humanisme chrétien, humanisme protestant, humanisme de la renaissance, humanisme des Lumières. Il nous enseigne que l'Europe, sans se chercher des racines de façon trop compliquée, a un héritage formé sur la notion de la grandeur de la personne humaine, que l'homme est le centre de la réflexion européenne. Eh bien, si l'on applique cela à l'égard de nos voisins de l'Est, comment avoir des doutes que l'Ukraine est un pays européen? C'est un pays qui, déjà au XI^e siècle, a donné à la France une reine. Les Français l'ont choisie même, la princesse de Kiev est devenue reine de France. C'est un pays aussi qui a une histoire commune non seulement avec la Pologne, mais avec l'Europe tout entière. Seulement, dans la mémoire européenne, son nom était effacé, puisque le pays était incorporé dans un autre empire. Le problème qui se pose: «Est-ce qu'il faut fixer les frontières?» Moi, je crois que chaque génération fixe les frontières, d'autant plus que ce sont des frontières qui ne sont pas purement géographiques. Ce sont des frontières de valeur, frontières du destin historique en même temps. Et on peut se poser la question: «Est-ce que la Méditerranée peut devenir de nouveau, une fois de plus, une mer interne?» C'est peu probable, puisque sur l'autre côte méditerranéenne s'est formée une autre civilisation bien différente. Ou bien la mer baltique deviendra-t-elle la seule mer interne européenne, aussi petite soit-elle? Mais le véritable problème qui se pose est de savoir si nous devons maintenant fermer l'horizon de l'Union européenne, parce que nous sommes un peu, nous les citoyens européens, fatigués par les élargissements. Mais la fatigue est une mauvaise conseillère. Et il ne faudrait pas que de la fatigue du moment faire une philosophie. Alors que faire avec la Turquie? Eh bien, je crois que quand on place cette perspective dans la longue durée de Fernand Braudel, on pourrait dire que jusqu'à 2020, aucun autre pays sauf les pays des Balkans, ne deviendra membre de l'Union européenne. C'est-à-dire nous parlons des douze années à venir, et on peut se demander même: «Est-ce que l'Albanie se trouvera déjà dans cet élargissement concernant les Balkans?» Et ensuite, dans l'horizon de 2025, nous verrons la question posée aussi bien de l'Ukraine, qui n'est pas encore pays candidat à l'accession, que de la Turquie, qui est depuis 1999, depuis le sommet de Helsinki auquel j'ai participé et où je voyais les prises de décisions, qui est un pays candidat à l'Union européenne. Donc c'est une génération suivante qui va prendre la décision, parce que l'Union européenne a droit de prendre la décision pour un «oui» ou pour un «non» concernant les accessions. Mais imaginez-vous que cette journée, que j'ai rappelée, du 1^{er} mai 2004, grande journée de l'Europe et pas seulement des pays qui entraient dans l'Union européenne, ne puisse pas se répéter, dans d'autres occasions, dans des situations où l'Europe aura des certitudes que l'entrée de nouveaux pays membres, ne puisse pas l'affaiblir. Puisque c'est ça la condition qui est exprimée dans le langage, un peu bureaucratique, des traités, par la capacité d'absorption comme le dit maintenant la capacité d'intégration de la part de l'Union. Mais ça veut dire tout simplement que la décision est politique. Qu'une telle décision doit être comprise par les sociétés européennes. Mais dans ce cas, en terme braudelien, on peut dire que l'Union européenne réalise l'idée de l'unité d'une civilisation, et d'une civilisation qui a servi les intérêts des autres civilisations et qui pourrait, une fois de plus, se mettre au service des autres.

[**Serge Thines**] Y a-t-il une identité européenne susceptible de coexister, voire de remplacer l'identité nationale?

[**Bronislaw Geremek**] C'est la question-clé, et à cette question-clé, je n'oserai pas vous répondre. Parce que je crois qu'il faut chercher, que ça doit être un travail continu. Ça doit être un travail sur la mémoire. Nous n'avons pas de mémoire commune, chacun de nous a une mémoire individuelle. La mémoire collective est le résultat d'une éducation, d'un choix, d'une orientation politique, idéologique. C'est une création. Et il faudrait que cette identité ne se propose pas comme un facteur d'exclusion. Nous sommes, nous avons une identité. Et c'est normal, nous avons le droit d'avoir une

identité, puisque c'est une chose qui unit les individus et le peuple. Seulement ça ne devrait pas être par référence à l'exclusion. La chose la plus facile, c'est de s'établir une identité de façon négative. Voilà, nous sommes Européens, nous avons des yeux comme nous les avons, quand il y a d'autres civilisations où les yeux sont un peu différents, mais la différence, c'est autre chose que l'exclusion. On ne doit pas se former l'idée de l'identité contre les autres. C'est la façon la plus facile. Au Moyen Âge, il était normal que la communauté chrétienne se définissait contre les Tartares qui menaçaient l'Europe ou les Turcs ensuite. Le danger turc était à l'origine de l'idée de l'alliance européenne. Et puis, on peut dire aussi que pour les pères fondateurs de l'Union européenne, la référence aux autres, c'était une référence au danger communiste, au danger totalitaire, au danger qui serait la destruction des valeurs fondamentales de l'Europe. Mais je crois qu'il est plus important de former les sentiments de l'identité de façon positive. Qu'est-ce qui est important pour nous, les Européens? Et puisque c'est une question difficile, je crois qu'elle doit être présente dans tous les débats européens, et pour toujours.

[**Serge Thines**] Professeur, merci beaucoup d'avoir bien voulu accorder cette interview au CVCE. Je vous remercie.

[**Bronisław Geremek**] Merci.